



Omar Barghouti : « Le BDS, les droits des Palestiniens et les menaces de mort proférées par Israël »

Description

- 24 MAI 2016, par Les Invités de MédiaPart

« Je suis inquiet pour ma sécurité après les récentes menaces israéliennes, officielles et à peine voilées, de nuire physiquement à ma personne comme à celle de mes collègues palestiniens, israéliens et internationaux actifs dans le mouvement de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) » alerte ici Omar Barghouti, le co-fondateur du mouvement Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS).

L'ONG [Human Rights Watch](#) a récemment condamné l'interdiction effective de voyager que le gouvernement israélien impose, en disant que cette mesure « semble une tentative pour punir [Barghouti] d'exercer son droit au militantisme politique pacifique, en utilisant l'arsenal du contrôle bureaucratique sur les vies palestiniennes ».

En tant que défenseur des droits humains des Palestiniens, profondément et passionnément engagé dans la lutte non violente pour les droits des Palestiniens relevant du droit international, je suis inquiet pour ma sécurité après les [récentes menaces israéliennes](#), officielles et à peine voilées, de nuire physiquement à ma personne comme à celle de mes collègues palestiniens, israéliens et internationaux actifs dans le mouvement de Boycott, Désinvestissement et Sanctions ([BDS](#)).

Au cours d'une [conférence](#) organisée en mars dernier par un quotidien israélien de droite en vue de combattre le BDS, des ministres du gouvernement israélien ont proféré des [menaces](#), directes et indirectes, contre ceux qu'ils appellent les « meneurs du BDS », plusieurs d'entre eux me désignant explicitement. Le ministre de l'intérieur a menacé de révoquer mon statut de résident permanent en Israël et d'entraver ma capacité à voyager dans le monde entier pour défendre les droits palestiniens.

La plus grave de ces menaces, cependant, est venue du ministre israélien des Renseignements, [Yisrael Katz](#), qui nous a menacés d'« *élimination civile ciblée* », un terme, comme [Amnesty International](#) le confirme, qui fait référence à des « assassinats ciblés ».

En exprimant ses préoccupations pour « *ma sécurité et ma liberté* », [Amnesty](#) a demandé à Israël de mettre fin à son « *intimidation* » et à ses menaces contre moi et mes amis défenseurs des droits humains, et a défendu notre droit de mener campagne pour « *qu'Israël ait à rendre des comptes devant la justice pour ses violations des droits de l'homme et des autres droits internationaux* ».

En recourant à de telles menaces effrayantes contre les militants BDS, les dirigeants israéliens reconnaissent en réalité l'« *échec* » d'Israël à ralentir l'« [expansion rapide du mouvement BDS](#) » dans l'opinion publique ces dernières années.

Lancé en 2005 par [la plus large coalition](#) de la société civile palestinienne, et inspiré par le mouvement anti-apartheid sud-africain, l'appel BDS pour une pression non violente sur Israël jusqu'à ce qu'il mette fin à son occupation de 1967 et à sa [discrimination raciale institutionnalisée](#) à laquelle répond la [définition des Nations-Unies de l'apartheid](#) -, et qu'il respecte le [droit des réfugiés palestiniens à retourner](#) dans leurs foyers et leurs terres dont ils ont été déracinés et dépossédés en 1948.

L'impact du BDS sur le régime israélien d'oppression est maintenant largement reconnu. Selon la Conférence des Nations-Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED), les investissements étrangers directs en Israël ont chuté en 2014 de [46 %](#) par rapport à 2013, en partie à cause du BDS.

Une étude de la Rand Corporation prévoit que le BDS [pourrait réduire le PIB d'Israël de 1 à 2 % chaque année](#), au cours des dix prochaines années.

La plongée brutale d'Israël dans un [extrémisme de droite](#) découvert depuis les élections de 2015 a, en réalité, accru l'impact direct et indirect du BDS dans les domaines universitaire, culturel et économique. Mais avant cela même, un sondage de l'opinion publique internationale par la [BBC Globescan](#) montrait un Israël rivalisant avec la Corée du Nord en matière de popularité partout dans le monde, y compris en France, en Allemagne, en Espagne et au Royaume-Uni.

Des importants fonds de pension européens, dont le [PGGM](#) néerlandais et le Fonds souverain du [Luxembourg](#), se sont désinvestis des banques et entreprises israéliennes qui sont impliquées dans l'occupation.

Le Fonds de pension de l'« [Église méthodiste unifiée](#) », l'une des plus importantes Églises protestantes aux États-Unis, a, en début d'année, déclaré interdites pour l'investissement les cinq plus grandes banques israéliennes.

Au cours des derniers mois, un effet domino a commencé à se faire sentir, de grandes multinationales se retirant de projets israéliens qui violaient les droits humains palestiniens et ce, après de très intenses campagnes BDS.

En septembre 2015, le géant français Veolia a [vendu la totalité de ses entreprises en Israël](#) après sept ans d'une campagne de boycott d'annonçant son rôle dans les projets d'infrastructure au service des colonies israéliennes illégales, qui lui a fait perdre des milliards d'euros en appels d'offres et contrats.

L'entreprise de matériaux de construction irlandaise [CRH](#) et le géant des télécoms françaises [Orange](#) ont eux aussi mis un terme à leur implication dans des contrats israéliens violant le droit international.

[Plus de 27 conseils locaux en Espagne](#) se sont déclarés à « Zones sans apartheid israélien ».

[Moody's](#), une des principales agences de notation de crédit, a prévenu que « *l'économie israélienne pourrait souffrir si le BDS venait à acquérir une plus grande influence* ».

À cause de cela, Israël a vainement tenté d'assimiler le mouvement BDS à l'antisémitisme, une accusation largement démasquée comme frauduleuse, étant donné l'adhésion du mouvement à la Déclaration universelle des droits de l'homme, et son rejet constant et catégorique de toutes les formes de racisme, y compris l'antisémitisme.

Le [soutien juif, bien visible et grandissant, pour le BDS](#) parmi les universitaires, les artistes et les étudiants n'a pas non plus aidé Israël. Une [enquête d'opinion](#) réalisée en 2014 par un groupe du lobby israélien aux États-Unis, par exemple, révèle que 46 % des Américains juifs non orthodoxes soutiennent un boycott total d'Israël.

Ayant perdu de nombreuses batailles pour se rallier les cœurs et les esprits de la base, Israël a adopté depuis 2014 une [nouvelle stratégie](#) pour criminaliser le soutien au BDS à partir du sommet. Israël cherche actuellement des [soutiens](#) auprès des gouvernements d'Europe et d'Amérique du Nord pour supprimer la campagne BDS et éviter à Israël de devoir rendre des comptes.

Les gouvernements de [France](#), du [Royaume-Uni](#) et d'autres pays européens, ont d'ailleurs sapé les droits démocratiques des militants solidaires de la Palestine impliqués dans la campagne BDS. Les mesures autoritaires adoptées contre le BDS incluent jusqu'à présent : la poursuite despotique des militants BDS en France, comme la récente arrestation d'une militante qui portait un [t-shirt](#) BDS ; la législation, au niveau des États, visant à exclure les organisations soutenant le mouvement BDS aux États-Unis des financements ou des contrats publics ; et l'intimidation, par le gouvernement britannique, des conseils locaux qui ont voté en faveur des mesures BDS.

[Glenn Greenwald](#) a considéré cette série bien orchestrée de mesures draconiennes comme « *la plus grande menace pour la liberté d'expression en Occident* ».

La Fédération internationale pour les droits humains (FIDH), la deuxième plus ancienne organisation en faveur des droits humains dans le monde, a récemment reconnu formellement et réaffirmé « *le droit des individus à participer pacifiquement, et à appeler à participer, aux mesures de boycott, d'investissements et sanctions (BDS) pour protester contre la politique d'occupation et de discrimination du gouvernement israélien* » et a exhorté les États à « *respecter et à défendre les droits connexes de liberté d'expression, d'opinion,*

dâ??association et de rÃ©union Â».

La [SuÃ¨de](#) sâ??est distinguÃ©e, en devenant le premier pays occidental Ã rÃ©affirmer que le BDS Â« est un mouvement de la sociÃ©tÃ© civile Â» et quâ??Â« un gouvernement ne doit pas sâ??ingÃ©rer dans lâ??opinion dâ??une organisation de la sociÃ©tÃ© civile Â».

Quant Ã la rÃ©pression dâ??IsraÃ©l contre les dÃ©fenseurs des droits humains, qui va bien au-delÃ de la [suppression de la libertÃ© dâ??expression](#), elle doit Ãatre apprÃ©ciÃ©e dans le contexte du niveau sans prÃ©cÃ©dent dâ??impunitÃ© qui sâ??Ã©tend aujourdâ??hui Ã lâ??establishment israÃ©lien.

Le grand rabbin dâ??IsraÃ©l de la communautÃ© sÃ©farade rÃ©clame le [nettoyage ethnique](#) de tous les Â« non-juifs Â» de Â« la terre dâ??IsraÃ©l Â».

Un dirigeant de colons juifs a qualifiÃ© les chrÃ©tiens, palestiniens et autres, de Â« [vampires suceurs de sang](#) Â» qui devaient Ãatre Â« expulsÃ©s Â» dâ??IsraÃ©l. Il a appelÃ© Ã [incendier davantage dâ??Ã©glises palestiniennes](#), alors que dÃ©jÃ de nombreuses Ã©glises et mosquÃ©es palestiniennes ont Ã©tÃ© incendiÃ©es par des colons dâ??extrÃªme-droite, colons qui sont protÃ©gÃ©s, et donc soutenus, par lâ??armÃ©e, les forces de sÃ©curitÃ© et lâ??[appareil judiciaire](#) dâ??IsraÃ©l.

Les colons qui [ont fait mourir carbonisÃ© le petit palestinien Ali Dawabsheh](#) et ses parents lâ??annÃ©e derniÃ¨re, puis ont cÃ©lÃ©brÃ© leurs Ã©pouvantables actes de terrorisme, nâ??ont pas encore Ã©tÃ© condamnÃ©s pour ces [assassinats](#).

Cet environnement dâ??un racisme endÃ©mique israÃ©lien et dâ??une totale impunitÃ© a incitÃ© le sÃ©nateur amÃ©ricain Patrick Leahy Ã demander une enquÃªte afin de savoir si lâ??argent des impÃ´ts amÃ©ricains aidait IsraÃ©l Ã commettre ses Â« [graves violations des droits de lâ??homme contre les Palestiniens, notamment ses assassinats extrajudiciaires](#) Â».

Lâ??Union europÃ©enne va-t-elle enquÃªter sur sa propre [complicitÃ© profonde](#) dans la protection dâ??IsraÃ©l, lui Ã©vitant de rendre des comptes sur lâ??occupation et le dÃ©ni des droits des Palestiniens ? Lâ??UE va-t-elle remplir ses obligations vis-Ã-vis du droit international en interdisant les produits des entreprises qui opÃ¨rent illÃ©galement dans les territoires occupÃ©s, en imposant un embargo militaire sur IsraÃ©l, et en suspendant lâ??accord dâ??association avec cet Ã©tat, jusquâ??Ã ce quâ??il respecte la libertÃ©, la justice et lâ??Ã©galitÃ© des Palestiniens ?

Lâ??[Ã©chec de lâ??UE](#) Ã soutenir une rÃ©cente dÃ©cision du Conseil des droits de lâ??homme des Nations-Unies visant Ã Ã©tablir une base de donnÃ©es des entreprises impliquÃ©es dans lâ??occupation dâ??IsraÃ©l est de mauvais augure.

Je suis inquiet, Ã©videmment, mais pas dÃ©couragÃ©. Aucune menace de style mafieux de qui que ce soit nâ??Ã©liminera Â» nos demandes de libertÃ©, de justice et dâ??Ã©galitÃ© pour le peuple palestinien, conditions prÃ©alables Ã une paix globale et juste dans notre rÃ©gion.

Le Club est lâ??espace de libre expression des abonnÃ©s de Mediapart. Ses contenus nâ??engagent pas la rÃ©daction.

Source: [MÃ©diapart](#)

date crĂ©e
2016/05/31